

Déposé au Greffe
le 27 DEC 2017
sous le N° 271 3337
RCS N° 07 B 3205

« A.M.D.S »

Société A Responsabilité Limitée

Au capital de 10.000 euros

Siège social : 4 Rue des Sabotiers
La Pinsonnière

44450 - LA CHAPELLE BASSE MER

---o0o---

RCS EN COURS

S T A T U T S

Les soussignés :

- Monsieur Jean-François BABONNEAU, né le 4 janvier 1960 au LOROUX BOTTEREAU (44430), demeurant à BARBECHAT (44450) 19 Rue du Vieux Moulin, marié avec Madame PETITEAU Suzanne, sous le régime de la communauté ;
- Monsieur Dominique PLACIER, né le 19 avril 1959 au LOROUX BOTTEREAU (44430), demeurant Beau Soleil (44470) MAUVES, marié avec Madame Françoise POIRIER depuis le 10 septembre 1981 sous le régime de la communauté ;
- Monsieur Jean-Michel MENARD, né le 20 février 1971 au LOROUX BOTTEREAU (44430), demeurant La Pironnière (44450) LA CHAPELLE BASSE MER, marié avec Madame Laurence TETEDOIE depuis le 20 mars 2004, sous le régime de séparation des biens, suite au contrat de mariage passé devant Maître BAZIN, Notaire à SAINT JULIEN DE CONCELLES ;
- Monsieur Frédéric OLIVIER, né le 26 juin 1966 au LOROUX BOTTEREAU (44430), demeurant 40 Le Bois Garnaud à LA CHAPELLE BASSE MER (44450), marié avec Madame Patricia BERNARD, depuis le 6 septembre 1991, sous le régime de la communauté ;
- Monsieur Olivier TERRIEN, né le 30 juin 1973 au LOROUX BOTTEREAU (44430), demeurant 70 Route de Mauves (44450) LA CHAPELLE BASSE MER, ^{au lieu de} marié avec Madame Maritza FERNANDEZ, depuis le 12 février 2000, ~~sous le régime de séparation des biens, suite au contrat de mariage passé devant Maître PRATS, Notaire à GLISSON ;~~

JFB
JH
DP
OT
F.O

Les Associés ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'Associé.

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les Lois en vigueur et notamment par le Code de Commerce et par les présents statuts.

Il est expressément précisé que la société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, ne compter qu'un seul associé personne physique ou personne morale.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet :

- l'entretien, la réparation de tous matériels agricoles et de jardins ;
- l'achat, la fabrication, la vente, l'importation et l'exportation de pièces détachées et de matériels
- l'étude et le conseil en développement de tous matériels industriels ;
- la fabrication spécifique de pièces et de matériels spécialisés.
- Toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes ;
- La participation de la société à toutes entreprises, groupements d'intérêt économique ou sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets

JFB
JH
DP
OT
F.O

JFB
JH
DP
OT
F.O

similaires ou connexes, notamment aux entreprises, groupements ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social, et ce, par tous moyens, notamment, par voie d'apport, de souscription ou d'achat d'actions, de parts sociales ou de parts bénéficiaires, de fusion, de société en participation, de groupement, d'alliance ou de commandite.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : « A.M.D.S » (Atelier de Maintenance, Développement et Services agricoles).

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société A Responsabilité Limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à la CHAPELLE BASSE MER (44450) 4 Rue des Sabotiers, La Pinsonnière.

Il pourra être déplacé dans tout autre endroit du même département que celui mentionné ci-avant ou dans un département limitrophe par simple décision de la gérance sous réserve de ratification de cette décision par une décision extraordinaire des associés dans les conditions prévues à l'article 15 des présents statuts. Tout transfert du siège en dehors de ces limites ne pourra intervenir que par une décision extraordinaire des associés prévue à l'article 15 des statuts.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts cette durée reste la même.

ARTICLE 6 - APPORTS

Les soussignés apportent à la société à savoir :

- Monsieur Jean-François BABONNEAU, la somme de trois mille cinq cents euros	3.500,00 €
- Monsieur Dominique PLACIER, la somme de mille six cent vingt cinq euros	1.625,00 €
- Monsieur Jean-Michel MENARD, la somme de mille six cent vingt cinq euros	1.625,00 €
- Monsieur Frédéric OLIVIER, la somme de mille six cent vingt cinq euros	1.625,00 €
- Monsieur Olivier TERRIEN, la somme de mille six cent vingt cinq euros	1.625,00 €

Total égal au montant du capital social : DIX MILLE euros, ci	<u>10.000,00 €</u>
---	--------------------

Les Associés déclarent que les fonds ont été versés intégralement au crédit d'un compte ouvert à la Banque au nom de la Société en formation.

Intervenant aux présentes Madame BABONNEAU Suzanne, née PETITEAU, demeurant à BARBECHAT (44450) 19 Rue du Vieux Moulin, née le 10 janvier 1959 au LOROUX BOTTEREAU (44430), mariée sous le régime de la communauté avec Monsieur Jean-François BABONNEAU, reconnaît que son époux l'a avertie, en application de l'article 1832-2 du Code Civil, de son intention d'acquérir des parts faisant l'objet des présentes et déclare ne pas vouloir être personnellement associée et, qu'en conséquence, la qualité d'associé est reconnue à son seul conjoint.

Intervenant aux présentes Madame PLACIER Françoise, née POIRIER, demeurant à Beau Soleil (44470) MAUVES, née le 13 août 1961 à NANTES (44), mariée sous le régime de la communauté avec

JFB Jan 10 07

Monsieur Dominique PLACIER, reconnaît que son époux l'a avertie, en application de l'article 1832-2 du Code Civil, de son intention d'acquérir des parts faisant l'objet des présentes et déclare ne pas vouloir être personnellement associée et, qu'en conséquence, la qualité d'associé est reconnue à son seul conjoint.

Intervenant aux présentes Madame OLIVIER Patricia, née BERNARD, demeurant à LA CHAPELLE BASSE MER (44450) 40 Le Bois Garnaud, née le 24 octobre 1970 au LOROUX BOTTEREAU, mariée sous le régime de la communauté avec Monsieur OLIVIER Frédéric, reconnaît que son époux l'a avertie, en application de l'article 1832-2 du Code Civil, de son intention d'acquérir des parts faisant l'objet des présentes et déclare ne pas vouloir être personnellement associée et, qu'en conséquence, la qualité d'associé est reconnue à son seul conjoint.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE (10.000,00 €) euros. Il est divisé en DIX MILLE (10.000) parts égales d'UN (1,00 €) euro chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante :

- A Monsieur Jean-François BABONNEAU, à concurrence de trois mille cinq cents parts sociales, numérotées de 1 à 3.500, soit	3.500 parts
- A Monsieur Dominique PLACIER, à concurrence de mille six cent vingt cinq parts sociales, numérotées de 3.501 à 5.125, soit	1.625parts
- A Monsieur Jean-Michel MENARD, à concurrence de mille six cent vingt cinq parts sociales, numérotées de 5.126 à 6.750, soit	1.625parts
- A Monsieur Frédéric OLIVIER, à concurrence de mille six cent vingt cinq parts sociales, numérotées de 6.751 à 8.375, soit	1.625parts
- A Monsieur Olivier TERRIEN, à concurrence de mille six cent vingt cinq parts sociales, numérotées de 8.376 à 10.000, soit	1.625parts
Total égal au nombre de parts sociales composant le capital social, soit	<u>10.000 parts</u>

ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

Le capital pourra, par décision extraordinaire des associés, être augmenté ou réduit, conformément aux dispositions prévues par le Code de Commerce, le Décret du 23 Mars 1967 et les textes subséquents.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, les associés auront, sauf renonciation justifiée, un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En cas de réduction de capital, il ne devra pas être porté atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit quelconque, les droits sociaux isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la société, les associés ayant à faire, dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre de parts nécessaires.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables, nominatifs ou au porteur.

JFB
JFB
DP
FO

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas dissolution de la société ; celle-ci se poursuivra avec l'associé unique.

ARTICLE 10 - CESSIION ET TRANSMISSION DE PARTS

10.1 - Cession

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société, qu'après avoir été notifiée à la Société, soit au moyen du dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt, soit au moyen d'une signification par huissier ou d'une acceptation de la Société par l'intermédiaire de son Gérant dans un acte authentique.

10.2 - Agrément des cessions entre vifs

Cession libre entre associés, soumise à agrément pour toute autre personne

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers non associés, y compris au conjoint ou aux ascendants ou descendants, qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts, moyennant un prix fixé d'accord entre les parties ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil, sauf si le cédant renonce à la cession des parts.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ces parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir de l'alinéa précédent, sauf dans les cas prévus par la Loi.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une autre société.

Elles s'appliquent également en cas de liquidation de communauté de biens entre époux pour une cause autre que le décès, notamment : divorce, séparation de corps ou de biens, ou encore changement de régime matrimonial.

Si les parts cédées constituent des biens de communauté, le conjoint du cédant doit donner son consentement à la cession.

10.3 - Transmission des parts en cas de décès

La transmission des parts sociales par voie de succession au profit de toute personne non associée de la société ne pourra avoir lieu qu'avec le consentement d'associés représentant au moins la moitié des parts

JAN
JFB
DF
1-09
1-09

sociales, étant précisé que les héritiers et représentants du défunt pourront participer au vote sur ce consentement à condition de justifier de leurs qualités dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire, et de se faire représenter par un mandataire commun.

Dans le délai de huit jours à compter de la demande d'agrément ainsi présentée par un héritier et accompagnée de toutes justifications nécessaires concernant ses qualités, la gérance doit inviter la collectivité des associés à se prononcer sur cet agrément soit en assemblée générale, soit par une consultation écrite.

Si cet agrément est refusé, le demandeur pourra exiger soit le rachat de ses parts dans les mêmes conditions que celles prévues sous l'article 10.2 en cas de projet de cession de parts à des tiers, soit encore accepter une proposition de rachat par la société identique à celle prévue sous le même article.

Si, au bout de trois mois à compter de la demande d'agrément, aucune de ces deux solutions n'est intervenue, la mutation des parts du défunt pourra s'opérer librement au profit du demandeur.

10.4 - Biens communs - Agrément du conjoint

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui réalise l'acquisition.

Cette qualité est également reconnue pour la moitié des parts souscrites ou acquises au conjoint qui notifie à la société son intention d'être personnellement associé. Si cette notification a lieu lors de l'acquisition ou de l'apport, l'acceptation de l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à l'apport ou l'acquisition, l'agrément du conjoint par les associés sera soumis aux dispositions de l'alinéa 3 du présent article.

Lors de la délibération sur l'agrément ou l'acceptation, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Si le conjoint n'est pas agréé par les autres associés, l'époux demeure associé pour la totalité des parts concernées.

10.5 - Nantissement

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

ARTICLE 11 - DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès de l'un des associés, son incapacité, son interdiction, sa faillite ou sa déconfiture.

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers ou représentants de l'associé décédé.

ARTICLE 12 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés, sans ou avec limitation de la durée de leur mandat. Dans ce dernier cas, le ou les gérants sont rééligibles. Les gérants autres que les gérants statutaires sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, la décision est prise sur seconde consultation à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

Jnn
JFB
D
OT
P.C.

Dans ses rapports avec les associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut, sans y être autorisé par une décision ordinaire des associés acheter, vendre ou échanger tous immeubles ou fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la société autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur le fonds de commerce, ou concourir à la fondation de toute société.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 13 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance soit du consentement de tous les Associés exprimé dans un acte. Le choix du mode de prise de décision appartient à la Gérance. Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Assemblée Générale

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le Commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou, encore, à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la réunion.

L'assemblée Générale peut aussi se réunir sur convocation verbale et sans délai, si tous les associés sont présents ou représentés.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le Président de séance.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

Consultation directe

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

JAN
JFB
DOT
TC

Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé. Dans tous les cas, un associé peut se faire représenter par un tiers muni d'un pouvoir.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre côté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la Loi. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la Loi.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes annuels et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être acceptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

ARTICLE 15 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la Loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la Loi aux statuts.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des parts sociales, et sur deuxième convocation le cinquième de celles-ci.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile ;
- par une majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 16 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à la disposition sont déterminées par la Loi.

En outre, à toute époque, tout associé a le droit d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la Loi.

JAN
JFB
DF
F005

ARTICLE 17 - ANNEE SOCIALE - INVENTAIRE

L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre. Par exception, le premier exercice sera clos le 31 décembre 2008.

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et charges et l'annexe complétant et commentant l'information donnée dans les bilans et comptes de résultat.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat l'annexe, le texte des résolutions proposées et éventuellement, le rapport du Commissaire aux comptes, doivent être adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur ces comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre connaissance par lui-même et au siège social des comptes annuels, des inventaires, des rapports soumis aux assemblées et des procès-verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices.

ARTICLE 18 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la Loi, les associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi, s'il y a lieu.

JAN
JFB
15.05

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

ARTICLE 19 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la Loi.

ARTICLE 20 - JURIDICTION COMPETENTE - FRAIS - POUVOIRS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de la liquidation soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestations, tout associé est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal compétent du lieu du siège social et toutes assignations ou significations sont régulièrement faites à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au parquet du Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

Les frais, droits et honoraires des présents statuts et de ses suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

Fait en sept exemplaires,
A LA CHAPELLE BASSE MER
Le 19 décembre 2007

Enregistré à : SIE DE NANTES SUD EST - ENREGISTREMENT
Le 20/12/2007 Bordereau n°2007/3 100 Case n°32
Enregistrement : Exonéré Pénalités :
Total liquidé : zéro euro
Montant reçu : zéro euro
L'Agent

Chantal LEPAROUX
Agent des Impôts

DUP

A.M.D.S
SARL au capital de 10.000 €
Siège Social : 4 Rue des Sabotiers
La Pinsonnière
44450 - LA CHAPELLE BASSE MER

RCS EN COURS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

SEANCE DU 19 DECEMBRE 2007

---o0o---

Le dix neuf décembre deux mille sept, à dix sept heures, les Associés de la Société « A.M.D.S », Société à responsabilité limitée au capital de dix mille euros, divisé en dix mille parts d'un euro chacune, dont le siège est à LA CHAPELLE BASSE MER (44450) 4 Rue des Sabotiers, La Pinsonnière, se sont réunis au siège social, suite à la signature des statuts de la Société.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur BABONNEAU Jean-François.

Après avoir déclaré qu'il
possède personnellement trois mille cinq cent parts, ci..... 3.500 parts

le Président constate
que sont présents à la réunion :

- Monsieur Dominique PLACIER
propriétaire de mille six cent vingt cinq parts, ci..... 1.625 parts

- Monsieur Jean-Michel MENARD
propriétaire de mille six cent vingt cinq parts, ci..... 1.625 parts

- Monsieur Frédéric OLIVIER
propriétaire de mille six cent vingt cinq parts, ci..... 1.625 parts

- Monsieur Olivier TERRIEN
propriétaire de mille six cent vingt cinq parts, ci..... 1.625 parts

TOTAL DES PARTS PRESENTES 10.000 parts

JMN DP
C.G. IT JFB

Le Président constate en conséquence, compte tenu des dispositions de l'article L.223-29 du Code de Commerce, que l'Assemblée peut délibérer valablement et prendre ses décisions à la majorité requise de plus de la moitié des parts sociales.

Puis il rappelle que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant :

- nomination du Gérant et fixation de ses pouvoirs,
- rémunération du Gérant,
- autorisation de location,
- pouvoirs à donner.

Le Président met aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale nomme en qualité de Gérant de la Société pour une durée illimitée :

Monsieur Jean-François BABONNEAU
né au LOROUX BOTTEREAU (44430)
le 4 janvier 1960
demeurant à BARBECHAT (44450)
19 Rue du Vieux Moulin

Monsieur Jean-François BABONNEAU jouira dans l'exercice de ses fonctions des pouvoirs fixés par les statuts de la Société « A.M.D.S » et du Code de Commerce.

La rémunération liée aux fonctions de Gérant sera fixée ultérieurement par les Associés de la Société réunis en Assemblée Générale Ordinaire.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

La Collectivité des Associés autorise la location par la Société de l'immeuble sis à LA CHAPELLE BASSE MER (44450) 4 Rue des Sabotiers, La Pinsonnière.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

JAN
JFB
GOT

TROISIEME RESOLUTION

La Collectivité des Associés donne tous pouvoirs à Monsieur Jean-François BABONNEAU, à l'effet de représenter la Société au contrat de location ci-dessus exposé, et à signer tous les actes et documents qui pourraient en être la suite ou la conséquence.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une copie ou d'un original des présentes à l'effet d'effectuer toutes formalités de publicité auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de NANTES.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

★

★ ★

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à dix huit heures.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé par tous les Associés.

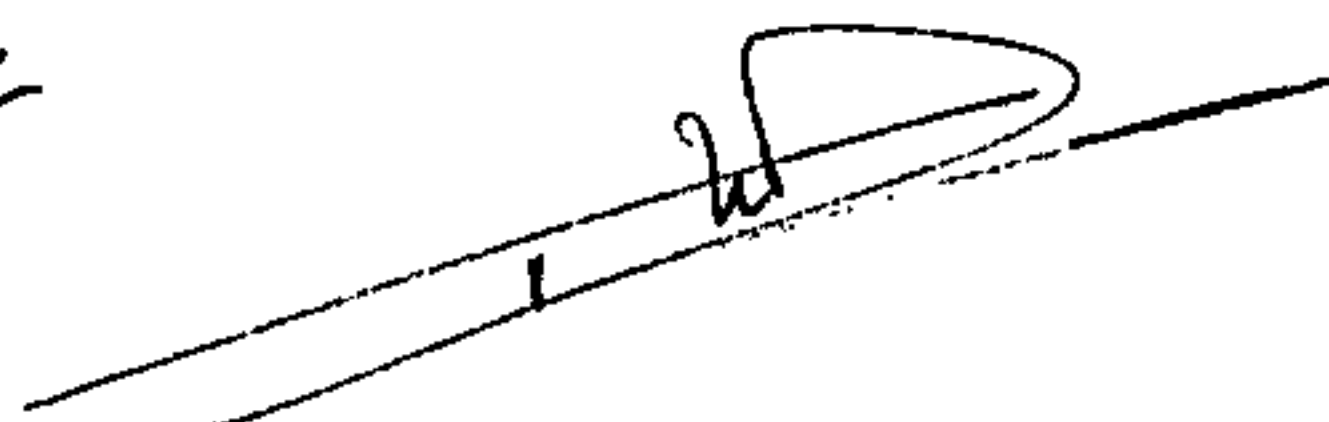
Jean-François BABONNEAU

« Bon pour acceptation
du mandat de Gérant »

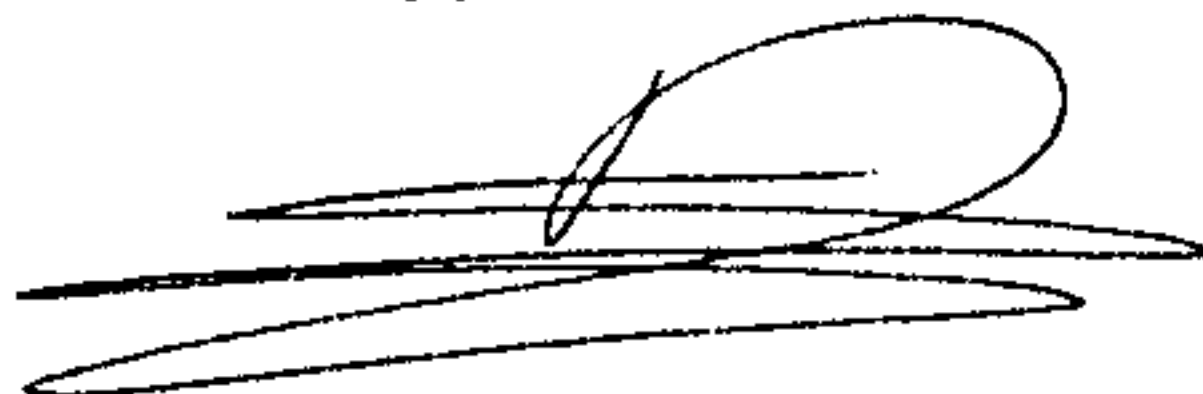
Bon pour acceptation du mandat de Gérant



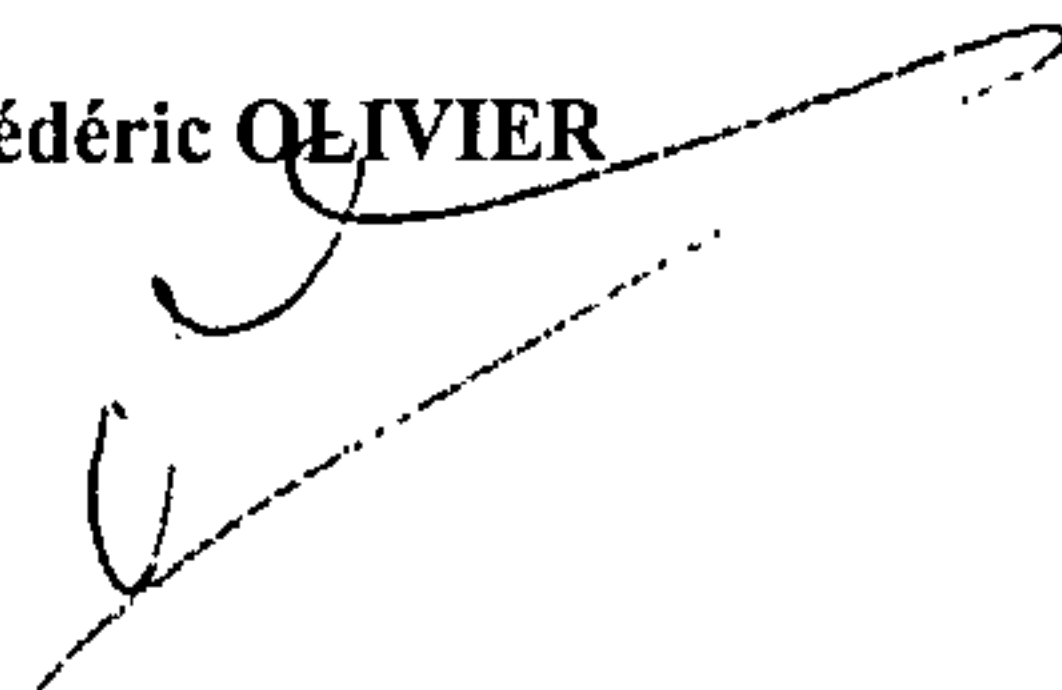
Dominique PLACIER



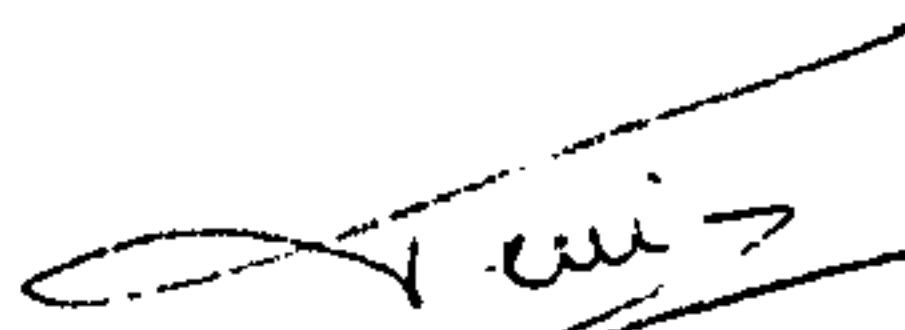
Jean-Michel MENARD



Frédéric OLIVIER



Olivier TERRIEN





**CRÉDIT AGRICOLE
ATLANTIQUE VENDÉE**

Agence de Vertou
7, rue de l'île de France
44120 VERTOU

Tél : 02 51 89 51 14
Fax : 02 51 79 06 09

CERTIFICAT DE DEPOT ET DE VERSEMENT DE FONDS

Etabli dans le cadre de la constitution d'une :

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE (sarl, eurl, snc, sas)

La CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL ATLANTIQUE VENDEE CERTIFIE :

avoir reçu en dépôt le **19 décembre 2007**

la somme de **10.000 €**

représentant la totalité des versements effectués par les souscripteurs du capital en numéraire de la société ci-dessous désignée,

Société en formation : **SARL AMDS**

dont le siège social est établi à : **4 rue des sabotiers La pinssonnière 44450 La Chapelle basse Mer**

et avoir constaté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque associé sur la liste des associés qui lui a été présentée.

La CAISSE REGIONALE agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation sur les sociétés, et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Les fonds déposés resteront immobilisés dans les conditions légales et réglementaires et ne pourront être retirés que sur présentation, par un mandataire de la société, du certificat du greffier attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, ou sur présentation des extraits d'inscription, modèle K bis, délivrés par ce même greffier.

Fait le 19 décembre 2007

A Vertou,

CRÉDIT AGRICOLE
ATLANTIQUE VENDÉE
Société Coopérative à capital et personnel variables - 440 242 469 RCS Nantes
Siège social : Route de Paris - NANTES - Adresse postale : 44949 NANTES CEDEX 9
Tél. 02 40 30 55 55 - Fax 02 40 30 55 77
www.ca-atlantique-vendee.fr

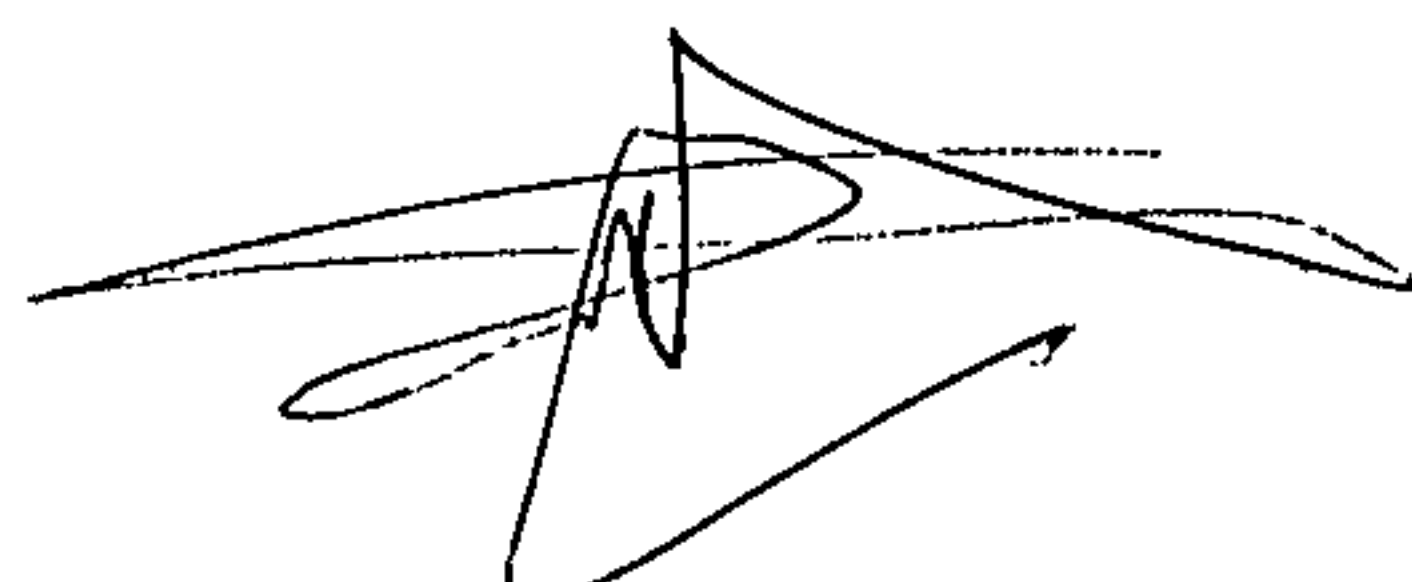
Signature du représentant
de la Caisse Régionale

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL ATLANTIQUE VENDÉE

Société Coopérative à capital et personnel variables - 440 242 469 RCS Nantes
Siège social : Route de Paris - NANTES - Adresse postale : 44949 NANTES CEDEX 9
Tél. 02 40 30 55 55 - Fax 02 40 30 55 77
www.ca-atlantique-vendee.fr

Liste des associés de la SARL AMDS

- Mr BABONNEAU Jean Francois né le 04/01/1960 a versé la somme de 3500 €
- Mr PLACIER Dominique né le 19/04/1959 a versé la somme de 1625 €
- Mr Jean michel MENARD né le 20/02/1971 a versé la somme de 1625 €
- Mr OLIVIER Frédéric né le 26/06/1966 a versé la somme de 1625 €
- Mr TERRIEN Olivier né le 30/06/1973 a versé la somme de 1625 €



CAE CRÉDIT AGRICOLE
Société Coopérative
440 242 000
7, rue de France
44100 VESTOU
Tél. 02 51 89 51 14 - Fax. 02 51 79 06 09

COOPÉRATIVE AGRICOLE
DE LA VENDÉE
Capital variable
siège de Paris NANTES